

Reprise de dissertation : les inégalités en France de 1870 à 1995

- Les inégalités de genre : comment la répub a-t-elle institutionnalisé les inégalités de genre ? Parité et non égalité : il a fallu modifier la constitution pour que la parité soit possible.
- **Discrimination positive** sur les inégalités ! Concept à réutiliser
- inégalités territoriales qui sont pertinentes dans le sujet sont celles qui sont raccordées aux inégalités sociales (Paris de l'ouest et Paris de l'est d'abord fracture sociale puis territoriale). Sinon pas les premières inégalités auxquelles on pense.
- Rôle de l'école dans la **reproduction sociale** ! Concept à réutiliser.
- Les républicains et la q° sociale : Etat et la question sociale.

ARRÊTER LES Q° EN INTRO, les intros de parties, les conclus de parties.

INTRO


Égalité : pilier des républicains pour enraciner la démocratie. Égalité est gravée dans le marbre en 1880 lors de la célébration du 14 juillet, les mairies doivent apposer à leur fronton la devise "**liberté, égalité, fraternité**", devise qui remonte à 1848.

Mais la société demeure très inégalitaire. Elles n'ont pas régressées mais à certains égards elles n'ont jamais été aussi fortes. La **démocratie sociale n'a pas progressé en France au même rythme que la démocratie politique**. En premier lieu, les fondateurs de la 3e répub héritent de la conception restrictive de l'égalité héritée de la 1re répub. **Citoyenneté fondée sur le principe de l'égalité civile**, nécessaire pour détruire la société d'ordre et de privilèges. "distinction sociale ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune" -> pas abolition totale, fondée sur contribution de chacun au bien commun et non plus sur la naissance. N'entraîne donc pas égalité des conditions. Surtout sur le LT que les inégalités sont censées baisser. cf. **discours de Belleville de Gambetta : d'abord égalité politique puis q° sociale**.

suppression des privilèges économiques : libération du commerce, fin des corporations.

C'est la **liberté qui engendrerait l'égalité**. En vertu de la théorie du droit naturel : les hommes naissent libres et égaux en droit, égalité civile pensée comme condition nécessaire à l'instauration d'un régime de libertés qui supprimerait les entraves aux progrès de l'humanité. 1794 "esquisse d'un tableau historique de l'esprit humain" Condorcet identifie progrès à une marche nécessaire vers égalité.

Condorcet distingue trois types d'inégalités :

- richesse : appelées à  avec liberté de commerce, fin égo de rente
- instruction
- provenant des accidents de la vie -> imagine syst assurance vieillesse

Inégalités appelées à diminuer continuellement sans pouvoir être supprimées complètement.


Mais réduction des inégalités pas imaginées comme le fruit de la C> éco selon lui. N'imagine pas instaurer une forme d'égalitarisme économique, surtout réduire les écarts trop importants.

Il convient de limiter les écarts de richesse pour **préserver le lien social** sur lequel repose l'unité nationale. Mais il n'est pas encore question de redistribution. Rosanvallon parle de **"secondarisation des inégalités éco dans la 2nde moitié du XIXe"** -> traitement des inégalités éco passe après celui des inégalités politiques.

1848 les répub avaient pensé que par le seul fait du SU il n'y aurait plus de prolétaires en France. 19 mars 1848 déclaration rédigée par **Lamartine** : "**élection appartient désormais à tous sans exception, à partir de cette loi, il n'y a plus de prolétaires en France**". On attendait du SU qu'il résorbe par lui-même la q° sociale. Après 1870, on attend d'une démo basée sur le SU qu'elle résorbe la q° sociale. **Enquêtes sociales** apparues en même temps que mot **prolétaire** sous la monarchie de juillet (Quesnay). **Primat égalité politique sur l'égalité sociale perdue**. -> république mal armée pour faire face aux inégalités sociales.

Ces pr ont été pensés avant que l'essor du capitalisme au XIXe (affirmation d'une société de classe) ne crée des nvlles formes d'inégalités, surtout économiques. Premières enquêtes sociales sur le paupérisme dans 1830's. Libéralisme éco incompatible avec volonté d'instaurer une plus grande justice sociale. **Redéf des moyens de l'Etat** pour intervenir dans la q° sociale fin XIXe : volonté de préserver l'unité de la nation face à **l'essor de la lutte des classes**.


Comment q° des inégalités lgt pensée en FR : Etat doit construire une rép égalitaire (≠ US : État pensé pour assurer indpce de la nvlle nation). C'est par le biais de **politique d'uniformisation** qu'il veut procéder à une rép égalitaire -> les fr doivent faire abstractions de tous les déterminants qui sont susceptibles de les éloigner les uns des autres (culturels, sociaux, religieux...). **Discrimination positive en voulant corriger des inégalités de fait contribue à revendiquer un droit à la diff pas facile de concilier avec les idéaux égalitaires** sur lesquels l'Etat-nation rép a été pensé. Egalité pensée dans le cadre d'une rép qui doit rester une et indivisible.


L'Etat agit sur tout ce qui encadre le lien social : langue, mémoire... Cette conception inspire tout au long des XXe une conception des **monopoles de services publics**. Services publics = secteur de l'activité éco qui doit être soustrait à la concu pour préserver une égalité entre les conso au nom de l'intérêt de la nation. Rosanvallon parle de " **monopoles organisateurs** " : services publics comme gardiens de l'égalité. Face aux inégalités éco, secrétées par éco capitalistes, intervention de l'Etat butte sur la **sacralisation du droit de propriété**. Déf absolutiste de la propriété inscrite dans la DDHc et du code civil de 1804. XXe on assiste à  massives des inégalités, prend la forme d'un rééquilibrage des droits de propriété en faveur des non propriétaires. **Révolution de la redistribution** dont les 2 principaux agents sont la **fiscalité progressive sur le revenu** et l'instauration de **l'assurance avec état providence**. Cette r° de la distribution s'est accomplie partout dans les sociétés occidentales, les 2GM ont été déterminantes pour réduire les inégalités que les cultures politiques nationales ou que le type de régime politique car elles ont eu le même impact partout.

Réduction des inégalités partout mais la France n'a pas tjrs été à l'avant garde de ce mvmt. Elle n'a pas slmt hérité d'un système inégalitaire : elle a aussi pu prolonger, institutionnaliser certaines inégalités en vertu des pr qu'elle s'est donné **ex. les inégalités de genre**. Même lorsque les femmes sont finalement intégrées dans la citoyenneté, il faut attendre l'extrême fin du XXe s un changement dans la constitution pour réduire les inégalités de genre (1999)

Discriminations en Algérie, 1870 code de l'indigénat : discriminations raciales entre européens d'algérie et indigènes musulmans.

Il a fallu plus d'un siècle pour que la rép fasse de la démo de l'enseignement une réalité.

 **Processus vers + égalité pas linéaire** : Luites ouvrières pour rééquilibrer rapports de forces entre employeur et salarié, mvmt des peuples colonisés, mobilisation en faveur du droit des femmes....

Mvt de LT de réduction des inégalités ne fait pas disparaître toutes les inégalités. A partir des **années 1980's une nvlle crise de l'égalité, remise en cause des mécanismes redistributifs**, Etat providence n'a pas pu empêcher de nvlles formes d'exclusions sociales. égalités ont changé de nature. Inégalités sociales persistent voire  (emploi, espérance de vie...), inégalités résultent autant de conditions qui se reproduisent que de situations qui se diversifient -> inégalités inter catégorielles. Inégalités liées au genre : dimension non pas nvlle mais centrale dans une société des singularités, les ind se veulent égaux dans la différence. Inégalités dénoncées avant tout comme des discriminations liées aux individus.

Fracture sociale de plus en plus perçue comme fracture territoriale, nouveaux ghettos urbains ou ruraux. *La France périphérique* de Cristophe Guilluy) -> débats dans années 90 sur discrimination positive qui n'est pas dans la culture politico-φ fr.

PLAN

Plan chrono s'impose

Justifier une partie 14-39, seule façon de le faire c'est que les g ont érodé le patrimoine des plus riches. 39 comme en 14 : société toujours inégalitaire : les femmes, les colonisés. PB néglige la 3e partie. -> si on fait ça accepte de faire 2e partie plus courte pour dvlp 3e partie.

- I. 70-45
- II. Trente glorieuses
- III. crise années 70 (assume que 3e soit plus courte)

I. Une société inégalitaire, 70-45

A) La belle époque des rentiers 70-19

Jusqu'en 1914, inégalités sociales tiennent surtout à la **répartition inégale de la propriété** (foncière ou mobilière). Les classes possédantes vivent largement de leur **rente** et des revenus tirés de la propriété. Par opp au revenu, propriété est cumulative, accumulation générationnelle. **Inégalités de propriété > inégalités de revenus**. Concentration de la propriété des 1% les plus riches à son max en 1914 : détiennent près de 70% à paris ds total de la propriété privée. On ne peut guère parler de l'existence d'une classe moy (40% situé entre 50% les plus pauvres et 10% les plus riches), quasiment aussi pauvres que les 50% les plus pauvres.

Inégalités de revenus moins fortes mais hiérarchie maintenue. Au début du XXe, la part du revenu total qui va aux 10% les plus aisés est de 50% =. 50% les plus modestes ont une part d'à peine plus de 10%.

➡ **inégalités au XIXe surtout dans les grandes villes**. Aline Nomar : fortunes fr reconstituées à partir des déclarations de successions. x5 à rouen, de la valeur moy des avoirs au décès

-> moy qui masque essentiel = concentration croissante de la richesse au profit des plus gros patrimoines. 70% ne laissent rien à leur décès à Rouen.

En 1820 le plus riche des parisiens est le duc de Crillon, patrimoine de 10m° de fr ≠ en 1911, le parisien le plus riche laisse 100 m° de franc.

1891 les **biens mobiliers > avoirs sur avoirs immobiliers**. Mais évolution slmt relative, revenus de la propriété foncière progressent en valeur absolue. La chute des prix agricole atteint les revenus de la grande propriété foncière mais plus fortunés réorientent leur patrimoine vers l'immobilier. ex. Proust : duc de guermantes évincé de la présidence du jockey club pas parce que duc moins riche mais parce qu'il pâtit de sa situation mondaine -> jalousie fait qu'il est écarté.

Nobles parisiens ont bien **reconverti** leur mode d'influence, patrimoine immobilier ne représente plus qu'un tiers. Christophe charles mq noble représente 10% des administrateurs des sociétés.

Propriété pas mieux répartie dans les campagnes : **diffusion de la petite propriété paysanne** (en Beauce, à mazières). Svt les propriétaires bourgeois qui profitent de la vente des biens. La consolidation de la petite exploitation familiale ne se traduit pas par redistribution des propriétés. S'explique par la **disparition progressive de la petite paysannerie parcellaire**.

B) Les faux semblants de l'inégalité des chances

● *Gratuité de l'école : un service publique*

1880 bcp d'élèves déjà pris en charge gratuitement. **Gratuité obligatoire** = école devient un service publique, former les citoyens. Il ne s'agit pas de démocratiser le système scolaire (slmt en 1947 avec plan Langevin-Wallon). Il ne s'agit pas de réduire les inégalités sociales dans l'éducation, slmt complément du SU, **faire advenir une communauté de citoyen égaux en droit**. Rosanvallon : SU agit comme un équivalent égalitaire entre les hommes -> censé produire la société pour les Rép. SU pas aboutissement d'une démo de la vie sociale, SU doit au contraire faire advenir la démocratie sociale. **La démo sociale découlera de la démo politique**.


- **Fraternité : propédeutique à l'apprentissage de l'égalité**

Pour instaurer l'égalité entre les citoyens, besoin d'instituer un sentiment de fraternité (qui ne repose pas slmt sur les lois ou les instits) entre eux d'où recours aux **rituels civiques**. ex. **fêtes nationales, 14 juillet (modèle de la fête de la fédération de 1790)**. Au lendemain de la défaite et de la commune, besoin de retrouver une unité nationale : volonté de célébrer le culte de la fraternité citoyenne. Rassembler les h dans l'espace indivisible de la Rép. Fêtes doubles objectifs :

- offrir espace transfiguré et harmonique
- mettre en scène abolition des distinctions.

Les fêtes sont une propédeutique à l'apprentissage de l'égalité -> poursuit le travail de l'école. Espace de la citoyenneté comme variable constitutive de l'avènement d'une société de semblables.

- **Notion d'égalité des chances**

MAIS séparation de deux ordres scolaires : primaire et secondaire. Institutionnalisation de cette dichotomie avec le primaire supérieur. **Paradoxe dans l'école** : on veut qu'elle donne sa chance  à tout le monde (**principe démocratique**) mais qu'elle mette tout le monde à sa place (**pr conservateur**) = réponse libérale conservatrice à la progression des inégalités sociales au XIXe.

Réponse à cette tension entre pr démo et pr conservateur :

1) diplôme

Cette conception des inégalités des chances est restrictive : vise à relégitimer les hiérarchies sociales, le mérite se substitue à la naissance. Création de l'X. On ne cherche pas à créer des universités comme lieux de recherche mais comme machines de classement. Avec les grandes écoles, la fonction socio > fonction intellectuelle (Rosanvallon). "Modèle d'une **méritocratie de classement**".

2) Naturalisation des inégalités. Caution scientifiques aux inégalités naturelles.


Gall : phrénologie, fait un lien entre la faculté intellectuelle et la physionomie du cerveau.

Alfred Binet : abandonne la craniométrie pour verser dans la **psycho des écoliers**. Mesure du QI prenant en compte l'âge biologique

Cette naturalisation des inégalités maintient les femmes et les peuples colonisés aux marges de la citoyenneté avec parfois caution pseudo scientifiques.

C) Les exclus de la citoyenneté

Préjugés d'une nature féminine qui les conduit à être exclues de la citoyenneté fondée sur le pr de l'autonomie. Code civil de **1804** définit la femme comme mineure juridique. (Portalis : retour à l'ordre naturel, concepteur du code civil).

Code civil pensé comme moyen de terminer la R° et de la borner. Restauration de la cohésion de la famille démantelée par les lois révolutionnaires. Prééminence du sexe masculin est une autorité naturelle qui lui donne une autorité maritale. Définition du mariage par les révolutionnaires : contrats entre 2 pers libres et égales, d'où divorce institué. ≠ Portalis, mariage est un droit naturel, mariage est antérieur à toute codification juridique et donc c'est un contrat perpétuel, pas dissolvable. **Famille** devient  de voûte de l'ordre social et politique. **Femme sous tutelle de son mari, mari maître de l'admin des biens communs...** L'infidélité de la f suppose plus de corruption et a des effets plus dangereux que celle de son mari : **divorce** possible pour cause d'adultère de la f, mais la f ne le peut que si son mari a tenu son amante dans la maison familiale. Adultère féminin punit de 3 mois à 2 ans prison, celui du mari slmt une amende. Au sein du ménage, l'autorité du père est affirmée. Doit protection à sa f. Décret 1792 a 7 clauses de divorces, mtn plus que 3. Divorce par consentement mutuel maintenu pour éviter aux familles les scandales mais limité puis supprimé.

Les classes populaires ont souvent ignoré les dispositions du code civil. **Écart entre droit et pratiques sociales.** Épouse dispose d'une liberté financière en réalité. ex. h censé géré seul le patrimoine en réalité svt mutuel. Le Code civil ne reste une **arme antiféministe que pour les maris de la bourgeoisie.**

La scolarisation des garçons et des filles a progressé. Mais enseignement général des filles destiné à en faire de bonnes maîtresses de maison, épouse. Mais pas pour but de leur permettre de faire carrière.

1880 Loi camille sée, orga des lycées publics pour filles de la bourgeoisie. Cet enseignement ne mène pas au bac mais au brevet de l'ens secondaire. Pas accès à l'université ensuite.

Julie Daubié 10 refus avant de pouvoir passer le bac en 1861. 1908 le bac devient accessible aux filles : cours de latin, maths et ϕ . Ens supérieur s'ouvre progressivement. Madeleine Brès première docteure en médecine 1875 -> domaine des soins. 1900 +500 étudiantes suivent les cours de médecine, 5 en droit. 1892 Jeanne Chauvin 1ère docteure en droit, mais inscription au barreau supprimé dans un premier temps. Bcp étrangères, 1902 Marie Curie, première à avoir doctorat en sc physiques.

But n'est pas de faire des f des productrices. Seule exception : écoles sup, futures instit et employés des admins publiques.

Après 1GM : élargissement de l'accès au bac mais mino de f. 1938 filles $\frac{1}{3}$ des bacheliers sans que la part des diplômées du sup n'augmente.

1889 instit sont fonctionnaires mais slmt en 1919 que leur traitement est = à celui masculin.

1882 École normale de sèvre pour préparer élèves à agrég mais agrég spécifiques pour les femmes. Jeanne Baudry première à passer l'agrég de ϕ masculine en 1905. 1924 agrég masculine s'ouvrent aux femmes mais de nouveau interdites à la Libération sauf si discipline n'existe pas chez les f. Slmt dans les années VGE que agrég s'ouvrent à nouveau. 1927 salaires =, 1932 nb h de cours =.

Femmes mino dans bcp professions

- **médecins**, difficulté à intégrer les hôpitaux
- 2GM 1000 **avocates** 15% des effectifs.
- Femmes moins nbres à devenir **ingénieures**, à partir de 1917 Centrale en accueille. 1925 école polytechnique féminine

1884 loi Naquet rétablit le divorce mais uniquement par anticléricalisme.

Les féministes début XXe se mobilisent davantage sur les droits civils que politiques

1905 f peuvent engager une procédure en justice malgré l'interdiction du mari.

1907 peuvent disposer de leur salaire.

1903 éligible au conseil sup du travail, 1907 éligible au prudhomme -> **terrain droit du travail des avancées** alors que sous représentées comme travailleuses. Ont des droits en tant que travailleuses, droit qu'elles ne peuvent obtenir en tant que citoyenne.


Louise Weiss *Mémoires* (1946) : ?? revoir anecdote

● **Inégalités dans le domaine du travail**

Le travail des femmes est censé être une activité d'appoint, salaire inférieur à celui des h. F n'ont pas attendu la 1GM pour travailler. Au sein du monde du L, elles ne sont ! **pas slmt exploitées parce qu'elles sont f mais surtout parce qu'elles sont pauvres**. L'Etat crée le corps spécifiquement féminin "les demoiselles des postes" pour les rémunérer moins que les h à travail égal.

14-18 L féminin assigné aux tâches les plus déqualifiées.

Les inégalités h/f transcendent les frontières de classes.

Affaire des époux Couriau, couple de typographe, début XXe, mari souhaite que son épouse adhère comme lui au syndicat du , pour avoir laissé sa f travailler, Couriau a été exclu du syndicat puis intégré mais pas sa f.

// **travailleurs immigrés aussi assignés à des tâches déqualifiées** et moins sont moins bien payés. Pour P-Rosanvallon : dès fin XIXe, le national protectionnisme apporte une autre réponse à la perception des inégalités sociales : alternative au socialisme, autre forme de réponse à la progression des inégalités. **Protection du L leitmotiv qui prétend restaurer une nation égalitaire mais se fait au détriment des étrangers.**

C'est en naturalisant les inégalités que la rép instaure un ordre inégalitaire dans les colonies. Code de l'indigénat dès années 70 en Algérie puis étendu dans les autres colonies afrique et madagascar. Idem

pour le **travail forcé**. Mission civilisatrice sert de caution à un régime inégalitaire bafouant les pr rép. C'est la conception universaliste et assimilationniste de la citoyenneté fr qui sert d'alibi pour rejeter les Algériens musulmans. **Avortement du projet Blum-Viollette** qui n'intégrait pourtant qu'un petit nb de musulmans algériens dans la citoyenneté fr en 1936. **Piketty rappelle que les sociétés coloniales sont les plus inégalitaires de l'histoire.**

Ecole de la rép ne scolarise qu'un petit nb d'enfants dans les colonies.

D) L'Etat social, une nvle promesse égalitaire ?

Avant 1914 action Etat centré sur maintien de l'ordre et défense de la propriété. Dépenses régaliennes absorbent quasi totalité des recettes fiscales (recettes fiscales = moins 10% du RN cpdt). **1900 Nvle conception du rôle de l'Etat lui permettant d'instaurer une plus grande justice sociale. Début de la "R° de la redistribution" : Impôt sur le revenu...**

héritage de Léon Bourgeois, **solidarisme**

système de redistribution corrigeant les inégalités devient possible et pensable, ind a des droits et une dette envers la société qui lui permet de devenir ce qu'il est. Ind solidaires les uns des autres qu'ils le veuillent ou non. Notion de **solidarité (ordre socio-éco)** et celle de **citoyenneté (ordre politique)** en viennent à cv voire à se superposer.

• *moyens de l'Etat*

1) **Impôt progressif sur le revenu**

(≠ proportionnel au revenu) : Joseph Caillaux porte le projet, jeune inspecteur des finances. Texte adopté dès mois de mars **1914**, accepté par Sénat ds perspective de la g. Propose de **supprimer les 4 vieilles** pour le remplacer par un **double système : impôt cédulaire et un impôt général sur le revenu qui serait progressif.**

4 vieilles : Remplace l'ancien système qui avait un impôt foncier, une contribution sur les portes et fenêtres, la patente, la contribution mobilière payée par locataire et propriétaire.

1959 réforme qui conserve ce syst pour la fiscalité locale, par ex patente devient taxe foncière, contribution mobilière = taxe d'habitation.

Fiscalité directe repose sur un impôt de répartition comme dans l'AR ≠ ajd, impôt de quotité.


Selon Caillaux pas plus de 2% d revenus et du patrimoine de chaque ind taxé.

Avec impôt pgressif : Etat se donne moyen de **corriger les inégalités de fortunes transmises par l'héritage**. IGR (impôt général sur le revenu) première fois en 1916, famille avec enfants avantagées. **1920 changement d'échelle** à l'initiative du Bloc National. taux marginal porté à **50%** (n'avait jamais dépassé 20%) : seconde naissance de l'impôt sur le revenu pour Piketty, ensuite abaissé à 30% fin des années 20.

1936 nouveau barème d'imposition : montant impôt max de 40%

⇒ **redistribution devient pr directeur de l'impôt.** Mais pas encore caractère massif de l'impôt sur revenu avant 2GM, **mais frappe surtout les 1% les plus riches "les 200 familles".**

Après 1GM : effondrement des revenus patrimoniaux : inflation et crise de 1930's

- Baisse des fortunes qui ne se reconstituent pas ensuite.
- liquidation des actifs étrangers et coloniaux puis des dettes publiques ->  valeurs totale des propriétés. Part importante des avoirs étaient des actifs étrangers. ex. emprunts russes
- titre de dette publique annulés + grosse inflation + prélèvements exceptionnels.

Réduction des écarts de revenus. Part des revenus mobiliers, taux élevés impositions, baisse de la part des très haut revenus s'explique par **effondrement des très hauts revenus** du K au lendemain de la 2GM.

2) L'Etat assurantiel

1898 loi sur les accidents du travail. FR surreprésentation de la petite propriété et des classes moyennes donc svt en retard dans les réformes vers nouvelles formes d'interventions. Premières réformes introduites par Bismarck. En UK, l'Etat comme instituteur du social dans des domaines plus étendus de la vie sociale. Poussée du socialisme ➡ du mouvement ouvrier favorise ce mouvement.

1GM : expérience combattante, matrice d'un **nouvel élan de la solidarité** (même si à nuancer car aussi règne de chacun pour soi), il en reste que tous les milieux sociaux sont touchés. Tourment décisif dans la démocratie : tous égaux devant la mort. Même si tous les groupes sociaux ne sont pas tous touchés également par le nombre de décès.

Quête des assurances sociales relancée lendemain 1GM, **réintégration de l'Alsace lorraine fait prendre conscience des carences de l'assurance en France par rapport à l'Allemagne**.

Projet mis en place mais retardé par résistance. Mutuelles par exemple ont peur d'être concurrencées

1928 loi sur les assurances sociales : présentée comme conséquence de l'élan de solidarité de la 1GM. Affiliation obligatoire mais en dessous d'un certain seuil de salaire. Le niveau de prestation reste médiocre avec pression du patronat pour limiter les coûts du L (cotisation seulement 4% du salaire). Pensions fondées par principe de la capitalisation (≠ 45 système par répartition).

Syndicats : dialogue social pas institutionnalisé en France, il faut attendre l'après-guerre pour rendre conventions collectives obligatoires.

C'est la 2GM qui pose définitivement les fondements de l'Etat providence.

18 juin 42: DG annonce la couleur

CNR : démo éco et sociale

II. La révolution de la distribution

1945 : Point d'orgue dans la consécration de la redistribution. Mouvement des réductions des inégalités de 45-70 qui s'ancre dans une **vision de l'éco de la société qui dépasse le seul cercle de la gauche, convergence socialisme et capitalisme**.

A) Etat redistributeur

Programme d'action de la résistance du **CNR le 15 mars 44**. Marque de l'influence des socialistes et du CGT. Prévoit sur le plan social un relèvement des salaires et un plan complet de sécurité sociale (assurer les moyens d'existence). Instituer une authentique démocratie sociale (disjointe de la démo politique avec les députés). Laroque directeur de la sécurité sociale, **3 objectifs à la Sécurité** :

- plein emploi
- équipement sanitaire et organisation médicale pour lutter contre la maladie
- répartition des revenus : ➡ inégalités sociales

L'Etat ne doit plus se cantonner à l'assistance aux indigents : redistribution et réduction des écarts entre classes sociales. Prestations sociales financées par **cotisations** sont améliorées, mais pas l'organisme étatique: **organisme paritaire** où patronat et syndicat gèrent des **caisses autonomes** + caractère libéral de la médecine est conservée. MAIS ⚠ encore des **régimes diff** : **régime général des salariés, régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF, EDF, agri...)**. Exclusion des travailleurs indépendants qui refusent de voir leur profession alignée sur le salariat. Régimes distincts sur base socioprofessionnelle. Développement des **régimes complémentaires** sur la base d'accords collectifs dans les branches des entreprises. Unifiées depuis 1961 au sein de **l'ARRCO**.

Sécurité sociale laisse de côté les indépendants sans attaches professionnelles : ceux de précarité sont mis de côté. **1/4 de la population reste en dehors de l'assurance maladie en 1960**. **1961** couverture maladie étendue aux agriculteurs, **1966** couverture maladie étendue aux non-salariés. **1970 -5% de la population ne bénéficie pas de la sécurité sociale**.

Effort en faveur des vieux travailleurs. Guy Mollet crée en **1956 le minimum vieillesse**. 48-52 régimes de vieillesse pour indépendants et agriculteurs. **1972** loi rend obligatoire l'affiliation des salariés non cadres à un régime de retraite complémentaire. Ce sont les prestations de vieillesse qui augmentent le plus.

Système des retraites fr opte pour un **système de répartition** : solidarité entre les générations ≠ capitalisation. Depuis instauration du min vieillesse en 56, ce sont les droits non contributifs qui se multiplient et élargissent la sécu = droits versés sans contrepartie de cotisations.

1975 Alloc pour adultes handicapés, 1976 alloc parent isolé.

1970 idée d'étendre l'aide sociale aux inadaptés sociaux (victimes des inégalités secrétées par la C>) mais il faut attendre la crise des années 70 pour que projet aboutisse avec RMI et CMU (couverture maladie universelle). ⇒ **Sécu tend à s'émanciper de son ancrage professionnel pour devenir un droit universel.**

1978 généralisation des prestations familiales.

Gestion des caisses alloc familiales assurée par patronat avant g, entrée des syndicats dans les orgas de direction. Alloc de mère au foyer étendue en 55-56 pour agri et indpt.

1948 création d'une alloc logement : sous condition de ressource.

1945 Apparition d'un quotient familial : répartir impôt sur le revenu selon nb de parts. Syst de l'impôt progressif est renversé. D'autant plus avantageux que le revenu est élevé (plafonné en 1982).

Risques devant être assurés : exclusion du chômage. 1951 distingue l'assistance aux chômeurs sous conditions de ressource ≠ assurance privée offerte par caisses de chômage. C'est en dehors de la Sécu **1958 création des ASSEDIC** par conventions collectives (Asso pour Emploi dans Industrie et Commerce) et regroupés dans l'UNEDIC = régime d'indemnisation obligatoire. Gestion est paritaire (syndicat-patronat).

Années 60 : élévation des dépenses sociales engendre déficit de la sécu. **1967** ordonnance divise caisse de sécu en 3 branches : maladie, vieillesse, famille. Chacune doit revenir à l'équilibre. Fin années 70 avec ralentissement C> remet en cause le financement de la sécu.

Etat social fr à mi chemin du régime libéral américain et régime universaliste des pays scandinaves.

Classification établie en fonction du montant des dépenses et de la manière dont les dépenses sont attribuées -> **indice de démarchandisation d'andersen** : permet de hiérarchiser les Etats providence (forte, moy ou faible démarchandisation). Fort si éligibilité aux prestations sociales accessibles, pour longue durée, revenus remplacement élevés.

➡ **du niveau de vie et maintien de fortes inégalités car la redistribution est relativement faible en Fr** ≠ pays scandinaves : offre de services sociaux.

Alors que protection sociale s'adresse davantage à des groupes sociaux ciblés avant 45, Etat Providence couvre toutes les couches de la pop. Mais laisse de côté les pauvres.


Pauvreté visible dans les années 50, conditions de logement lamentables, bidonvilles disparaissent que dans les années 60. Pauvreté concerne les immigrés, les familles nbres de condition modeste, vieux travailleurs... **1954 appel de l'abbé Pierre**, pénurie de logement depuis fin 1GM. **1945 50% des logements n'ont qu'une ou deux pièces et sont souvent surpeuplés. À Paris 85% des logements sont construits avant 1914** (loyers bloqués depuis 1914).

1954 on estime que besoin 300 000 logements/an pdt 20 ans pour répondre à la D de logement.

Pouv publics n'ont pas fait grand chose : pas priorité du plan Monnet. Campagne de abbé Pierre appel en 1954 sur les ondes de RTL, "insurrection de la bonté" : s'adresse d'abord aux fr avant l'Etat. A construit la **première communauté d'Emmaüs en 1949**. Le parlement débloque 10m^{°°} (et non 1m^{°°} comme il avait demandé) pour établir des logements populaires.

Années 50 : Création grands ens


Père Joseph Wresinski : rebâtit son mouvement Aide à toute détresse de **1957 -> ATD quart monde**. Emploi l'expression de quart monde qui vise à rappeler qu'il n'y a pas que des pauvres dans les pays pauvres mais aussi dans les pays riches. Vise à recueillir des fonds pour les pauvres mais aussi revendication de leur dignité.


Durant **30 Glorieuses**, pauvreté surtout prolétariat urbain, tend à disparaître dans années 60 avec **l'essor du logement social, progression des plus bas salaires**. Terme "d'exclus" commence à apparaître (1974  de René Lenoir) : pers qui se trouve en situation d'infirmité physique ou mentale, ou totale inadaptation au marché du L. Exclusion surtout fait de handicaps sociaux ou culturels, de déficience physique ou mentale.

La pauvreté change de nature avec la crise des années 70 : précarisation du marché du L, crise de l'Etat providence.

Intervention de l'Etat pas que dans la protection sociale. Peut agir sur les salaires.

- Dès libération, prend en compte la pénibilité du travail. 1946 médecine du L obligatoire dans les E privées, 1947 comité d'hygiène et de sécu dans les E, dockers et mineurs statuts spécifiques ex. retraite à 55 ans pour les mineurs, gratuité du logement et du charbon.
- L'Etat intervient dans la fixation des salaires. Dans les **arrêtés Parodi-Croizat de 45-46** : grille des salaires en fonction d'une qualif dans les branches indus.
- **1950 SMIG** crée : indexe salaire min sur inflation.
- Institution du dialogue social, syndicats partenaires sociaux à part entière. 1950 CFTC, CGC, CGT et CGT FO puis CFDT 1966 excluent les syndicats maisons pas considérés comme représentatifs.
- 1955 Renault instaure la **3e semaine de congé payés** pour ses salariés -> 56 Guy Mollet étend la mesure à tous les salariés.

Politique salariale envers les fonctionnaires et salariés du secteur public se répercute dans le privé. Années 60 **Etat s'efforce de concilier**  PA et la lutte contre l'inflation pour casser spirale inflationniste, indexation des salaires sur gains de productivité (politique des revenus) mise en œuvre en 1963 après grève des mineurs, mais marche pas très bien.


Mai 68 accords de grenelle :  salaire de 7% dès juin puis 3% octobre, bas salaires revalorisés, SMIG devient le SMIC 3 fr de l'h (revalorisation de 35%), les syndicats ont droit de cité dans l'E (rééquilibrage employeur-salarié).


1969 programme de la "nouvelle société" de Chaban-Delmas -> **politique contractuelle** est au cœur. Obj de la politique contractuelle : relation pro doivent venir de la consultation régulière entre les partenaires sociaux. Le pragmatisme doit l'emporter sur idéo, négo sur l'affrontement.

- 1971 loi qui oblige le chef d'E à réviser périodiquement les accords conclus dans les branches.
- 1970 prélèvements obligatoires de l'Etat redistribuent plus du 1/3 de la richesse nationale (surtout par l'impôt).



Effet de ce rôle redistributeur ?


B) Un resserrement des hiérarchies sociales

Le niveau de vie progresse mais dans quelle mesure réduit les inégalités ? 48-78 revenu moyen x5. PA x3 pdt 30 glorieuses,  4% par an.

Après 68 PA du salaire min augmente plus vite que celui du pouvoir moyen. C'est slmt durant cette période qu'on assiste à une compression des écarts salariaux. 10% des salariés les mieux payés 1/4 de la masse salariale. **Réduction des écarts de revenus** s'explique non pas par écrasement de la hiérarchie salariale mais **effondrement des plus grandes fortunes**. Stabilité des inégalités salariales à LT masquée par la montée des cadres. Cadres hétérogène en matière de salaire et  **des cadres dans années 50.**

1951-98 : ratio salaire moy cadres/salaire moy des ouvriers baisse. Mais prendre le salaire moy fausse les stats. Veut mq baisse des inégalités depuis 2GM alors que pour piketty mq hiérarchies sociales sont conservées et font consensus à droite et à gauche. La croissance du PA ne dit rien de l'évolution des inégalités.

La progression du niveau de vie permet une diversification des modes de conso. Bien équipements  **ex. de la bicyclette de fourastié, prix en 1892 correspond à 6 mois de salaire moyen contre 1978 une semaine de salaire.** Pour Piketty, le PA exprimé en bicyclette est  car même les plus riches ne pouvaient pas se l'offrir (bicyclette était rare donc cher !).

Seul indicateur pertinent reste la distribution des revenus permettant de  inégalités. **Hiérarchie salariale maintenue à LT mais la part des très hauts revenus (0,01% des plus riches) s'est effondrée** par la baisse des revenus du patrimoine. Les très hauts revenus ne se redressent pas avec l'adoption d'une fiscalité bcp plus progressive.

Après 2GM que ISR devient impôt de masse et a un véritable effet de redistribution.

- Seuls 20% sont assujettis à ISR avant fin 2GM, 50% des ménages après la g.
- L'impôt progressif frappe les classes moy pdt les 30 Glorieuses qui y échappaient encore en 45.
- **Taux marginal sup d'imposition en 1996 est de 54%, plus fort.** Mais le taux moyen d'imposition progresse jusqu'au années 80 puis diminue (= 10% en moy).

Contribution impôt progressif modeste pour réduction des inégalités selon Piketty, s'en prend surtout aux 1% des plus riches.

Taux moyen d'impôt sur les successions 5% à la belle époque -> 30 35% dans années 90. Depuis 1GM, pour qu'un K résiste à l'épreuve du temps, il ne suffit plus de le dilapider, chaque génération doit parvenir à transmettre un patrimoine plus grand que ce qu'elle a hérité pour préserver la fortune familiale.

Gonflement d'une classe moyenne patrimoniale

40% entre les 10% les plus riches et 50% les plus pauvres. Patrimoine entre 100 000 et 400 000 euros.

⇒ réduction des inégalités au XXe mais surtout au niveau des hauts patrimoines en raison de la taxation des plus hauts revenus. Dans les phases de dvp avancé du Kisme, Kuznets montre que réduction des inégalités : ce que cherche à invalider Piketty.

PB : Comment mesurer les inégalités ? 📈 PA permet aux familles modestes de combler en partie écart de mode de vie et de conso avec les ménages plus aisées. La structure des budgets se rapproche des budgets bourgeois.

Durant 30 glorieuse, **habitat principale transfo de la vie quotidienne des ouvriers.**

- 10% des ouvriers ont une salle de bain en 1956.
- HLM permet accès au confort moderne même si en 1975 50% ont une douche.
- 1966 255 Bidonvilles.
- 1976 destruction du dernier bidonville à Nice.
- 1958 30% ouvriers ont quitté leur domicile pdt leur congé payé.

Enrichissement moyen des fr entraîne élévation générale du niveau de vie, **classes populaires ne sont plus exclus de la conso mais hiérarchies sociales sont conservées.** répartition des dépenses ne varient plus en fonction des caté sociales mais en fonction des revenus. **1956 +50% part alimentation dans budget ouvrier passe à 32% en 1979.** Pas uniformisation des pratiques sociales, loisirs restent segmentés.

Yonnet Jeu, modes et masses : révolution copernicienne du look on peut contrôler son apparence sociale -> montre un resserrement de ce grand écart social. Multiplication des petits écarts multivariés.

Piketty ne prend pas en compte les effets redistributifs de la protection sociale. 📈 globale de l'espérance de vie même si maintien des inégalités devant la 💀. Mais par exemple les femmes ouvrières vivent plus lgt que les h cadres : inégalités genre > inégalités de classe.

Inégalités relatives persistent mais inégalités absolues diminuent.

C) De l'école de classe à l'école de masse

Mission de l'école rép, faire des ind qui pensent par eux-même, autonomes, citoyens = école de la démocratie mais de la démocratie politique slmt, pas démo sociale. Il ne s'agit pas de faire réussir tous les enfants. slmt conditions d'une égalité des chances au départ. Il s'agissait de **démocratiser la sélection et non pas d'abolir toute sélection.** Contradiction s'accroît au lendemain de la 2GM et ne résiste pas à la crise de 68. **Massification de l'enseignement**, besoin d'ind mieux formés donc besoin ouverture ens secondaire, il s'agit de provoquer cet élargissement : **1947 objectif fixé par commission**

langevin wallon. "démocratisation de l'enseignement" employé pour la première fois. Prolongement 18 ans (tt le monde va dans 2ndaire).

60's déjà tournant de démo dans histoire scolaire, mais C> massive des effectifs du secondaire ne s'est pas accompagnée d'une réforme de contenu.

"explosion scolaire" résulte d'un double mvmt

- comme au XIX, **demande sociale** pdt les 30 glorieuses, souci des parents
- **politique volontariste** qui vise à élever le niveau de qualification de la MO avec concu européenne et mondiale avec entrée dans marché commun.

l éducatif x10 au cours du XXe, jusqu'à 6% du RN. Si cette volonté d'élever niveau instruction global apparu dans entre deux g, aurait eu pour csq explosion des effectifs du primaire sup et pas du secondaire. A partir de 1960, démo de l'enseignement ouvre un enseignement élitiste à l'ens de la pop° bien plus que construit ex nihilo un enseignement de masse. **Structures héritées d'un enseignement élitiste**.

Reconsidérations des causes de l'échec scolaire, suscite des interrogations nvlls qui contribuent à déterminer les orientations de la péda contempo. Jusqu'en 1960 échec indiv facteurs affectifs ou familiaux. 1960's Puis école rendue resp de l'échec scolaire. **Les Héritiers 1964 Bourdieu Passeron contemporain de ce changement de perspective**. Puis **La Reproduction 1970 Bourdieu**. Thèse : l'échec reproduit les inégalités sociales en privilégiant un type de culture propre aux couches dominantes, sous couvert d'universalisme, classes dominantes font fructifier capital culturel. Pour eux, l'école légitime les inégalités car masque des processus de sélection sociale avec les diplômes et les concours censés être accessibles à tous. ⚠ Bourdieu antérieur à la massification du secondaire et au collège unique. Critique de **Boudon 1973 L'inégalité des chances** récuse thèse d'un simple déterminisme social. Inégalités scolaires résulte de stratégies sociales délibérées (acteur rationnel) et différenciées selon les milieux. Éventualité de devenir instit pas même chose pour un fils d'ouvrier (promo sociale) que fils d'un universitaire.

1992 *école et savoirs dans les banlieues* : ceux qui réussissent sont ceux qui donnent du sens dans les études, ont du plaisir, culture désintéressé.

1995 Lahire *Tableaux de famille* : enquête sur des enfants d'immigrés. Réussite scolaire par capacité des mères à encadrer le travail de leurs enfants.

François Dubet 1996 *A l'école, socio de l'exp scolaire* : construction de la perso des élèves (=subjectivation) passe chez les jeunes par conso culturelle spécifique qui entre en conflit avec la socialisation secondaire scolaire qui a des normes spé et place les élèves en compet. **L'école perd dans les années 60 le monopole de la transmission de la culture**. La jeunesse se constitue comme groupe social autonome. Signes de reconnaissance culturelle.

Baudelot et Establet Le niveau monte : relativisation sur le discours du niveau. Seul critère comparable de niveau entre les générations : les tests de l'armée. Pas de baisse de niveau.

Allez les filles ! 1998 Réussite des filles peut s'expliquer par une inversion à leur profit de leurs stéréotypes de genre. Qualités valorisées, nature de l'éducation aux filles deviennent des atouts pour réussir à l'école. Filles sous représentées dans matières scientifiques liée à éducation avec manque d'ambition et autocensure. Origine sociale n'agit pas seule.

Société des années 60, démo de la sélection apparaît insuffisante et hypocrite. Sélectionner sur le mérite scolaire c'est retrouver les inégalités sociales. **L'idée devient alors de démocratiser la réussite scolaire elle-même et plus slmt la sélection**. De plus, la sélection est rejetée.

A la fin de notre programme, l'école ne doit plus slmt dispenser une culture (comme en 68-69) mais munir les jeunes de diplômes monnayables sur le marché du L. L'échec scolaire entraîne l'échec de toute une vie. L'école devient resp de tout un parcours de vie. La crise de l'école reflète une crise de la société. On attend de l'école des choses que l'on attendait pas d'elle auparavant.

Démo de la réussite scolaire devient un enjeu de société. Démocratisation de l'enseignement :

- 1) D'abord dans les années 50 avec massification scolaire.
1959 **réforme Berthoin**, âge à 16 ans.

1963 **réforme Fouchet**, cycle obs et orientation de 4 ans (préfigure le premier cycle de ens secondaire), création des CEG. Puis CES (⚠ va jusqu'au bac), le primaire son supérieur et les lycées perdent petites classes primaires. Cycle long : bac général A,B,C,D,E (bac général) ou de technicien (F,GH) et cycle court de 2 ans délivrant un BEP.

1975 **Loi haby**, collège unique, couronne l'évolution, unifie les structures du premier cycle, CES et CEG deviennent collège unique, formation indifférenciée dans les collèges.

⇒ Progression des effectifs de ens secondaire.

En 1968 1/3 % des ouvriers sont scolarisés poursuivent au-delà de 16 ans. Nb fils ouvriers présents à l'université progresse. Le système éducatif demeure sélectif socialement mais malgré tout plus ouvert.

Pas attendre 68 pour prendre conscience que pas possible de conserver les structures pédagogiques élaborées pour la bourgeoisie du XIXe. Mai 68 -> rôle d'un révélateur (de l'inadéquation des structures éducatives et des méthodes pédago) puis rôle d'accélérateur.

Changement de méthodes pédagogiques

- intro d'activités d'éveil dans le primaire, de cours d'éducation sexuelle dans secondaire
- intro des UV : Unité Valeur, capitalisable par les étudiants
- UER unité ens et de recherche, démo procédure admin des universités.

1968 **Loi Edgar Faure**, faculté deviennent -> UER et Université (Avant pouv au doyen des facultés, sans autonomie budg en dessous. Université = réunions des facultés). Président université élu pour 5 ans épaulé par une admin. Le système des facultés n'a survécu que pour le droit et la médecine.

Csq de mai 68 : division du corps enseignant sur le bien fondé de toutes ces réformes :

- traditionaliste veulent retour aux anciennes structures
- militant pour adapter école à société et nouveau public, redéf de l'école et des contenus

La formation des ens privilégie la compétence académique même après 68. Les professeurs subissent fossé entre savoir acquis et savoir à transmettre : vécu comme dévalorisation de leur statut social, puis dévalorisation des salaires. Mass de l'ens = crise de l'identité du monde pro enseignant. Agnès Van Zanten *Crise de l'école de la périphérie*.

Reflux après 1968, **Rôle pédagogique de l'enseignement privé ajd.**

La baisse du niveau : dans année 30 seul 1/2 enfant décroche le certif. Effectif des classes prépa double de 70 à 2000 avec des exigences accrues. **Avoir 30 en 68 et 98 Baudelot et Estabiet** mq plus de la moitié des trentenaires de 68 sortent sans diplôme ≠ moitié sortent bachelier génération 98. **Ce n'est pas l'école qui a failli mais l'emploi qui n'a pas suivi.** Un même diplôme ne garantit pas le même statut.

D) Extension des droits civiques

Sur droits citoyenneté avancées significatives depuis 45. Droits octroyés aux peuples colonisés souvent violés en pratique. **Suppression travail forcé, discrimination n'ont cessé qu'avec accession des anciennes colonies à l'indpce.**

Droit de vote des f en 44 apparu comme étape décisive dans émancipation de manière rétrospective ⇒ pas le cas au moment de la libération. Censé récompenser le rôle des f dans la résistance mais ne cadre pas avec leur rôle dans la résistance. L'opinion publique considère que f ne relève pas de l'universel citoyen, caractéristiques identitaires spé, écart h et f reste marqué dans les mandats électifs. **Proportion des f députés baisse de la IVe à la Ve 5% en 1946, 1,6 en 1962 et 1973.** F ont des droits politiques avant les droits civiques et sociaux.

- 1946 magistrature ouverte aux f.
- 1946 arrêté qui abroge les dispo relatives à l'abattement pour les salaires féminin.
- 1950 "travail égal salaire égal" doit être inscrit dans les conventions collectives -> mais pas appliqué.

- 1946 loi Marthe Richard : interdiction des maisons closes, ancienne prostituée, conseillère municipale de Paris. Prop au niveau municipal puis campagne de presse au niveau national. Soutenue car préoccupation hygiéniste et que svtt celles qui tiennent les maisons closes comprises avec les all.

Évolution de la place des f dans la famille et la société. + salariés, + diplômés. Doivent ces droits dans mobilisations du second féminisme à la suite des idées de **Simone de Beauvoir** *Le deuxième sexe* 1949. 1er volume : déconstruction des mythes attachés sexe féminin. f en objet. 2e volume : exp vécue. -> remet en cause la prétendue nature féminine. Remet en cause préjugés communs et savants. Appelle les f à refuser la position de f objet grâce à une éducation qu'elle veut mixte, par éducation sexuelle notamment (chap qui font scandale à l'époque). Relecture dans années aux US qui campent Simone de Beauvoir comme icône du féminisme

ex. Betty Friedan *The feminine Mystic*.

"La maternité heureuse" -> mvmt "planning familial" en 1960. Fondé dans les années 50 par Marie André Weil Hallé et Everine Suverot : lutte contre avortement clandestin, harmonie familiale. Info sur le contrôle des naissances et contraceptif avec ordonnance fournie par les médecins du mvmt. Alliance Mitterrand et féministe de cette génération dans sa campagne 1965.

Renouveau féminisme dans les années 70 : années 68. Années 68 car mvmt s'ancre dans les années 60 et se prolonge après 68.

- **Menie grégoire émission de radio sur RTL**, d'abord fondé sur les lettres qu'elle reçoit (pb de couple...).
- **Les femmes aussi émission de télé de 64-73.**

Q° du L des f mobilisatrice avant 68 : inégalité des salaires, double journée de travail (domestique et salarié) font objets de revendication.

- **Le Ministère du L** crée en 1965 un **comité d'étude et de liaison des pb du L féminin**. Première instance d'un féministe d'état en France.
- Contraception sujet de premier plan. **Loi neuwirth en 1967** limitée, jusqu'à âge de 21 ans besoin autorisation parentale, pas remboursement, propagande antinataliste et pub contraceptif est interdit. Exception pour les outre mer car pop trop nbse.

1968 : f marginalisées, contestation étudiante née de la mise en cause des règlements qui interdit aux filles et mecs de se rencontrer dans les chambres universitaires à Nanterre notamment. Slogan "jouissez sans entraves"

Rupture dans années 60 : mixité des apprentissages (**fin des rosières et des catherinettes : rites de f célibataires**) avant mixité de l'école. Aire des groupies, des copines, 1968 17% des jeunes filles qui se marient vivent en concubinage avec conjoint en 1977 44%. Loi n'a fait qu'entériner l'évolution des mœurs : **disjonction entre sexualité et procréation**.

2000 1/3 enfant naît hors mariage

MAIS double relégation des femmes en 1968 f participent passivement et féminisme en tant que lutte ne trouve que peu de lieux pour s'exprimer. 68 joue rôle important dans parcours militant de féministes qui s'engage dans la décennie suivante => 68 joue le rôle "catalyseur d'entrée en politique". MLF se crée dans sillage de 68. clivage entre féministes r°/matérialistes lutte contre patriarcat ⚡ féministes lutte de classe : lutte contre le Kisme, qui exploite les f. **"il y a plus inconnu que le soldat, sa f"**. Alternative au féminisme réformiste et les mvmt d'ext gauche.

- **1965 loi régime matrimoniaux**, fin incapacité de la f mariée, peuvent ouvrir compte en banque, même pouvoir des biens du ménage.
- **1970 loi supprime statut du chef de famille** du code civil, autorité parentale commune à la mère et au père.
- **1975 loi réforme du divorce**, divorce pour consentement mutuel, adultère cesse d'être pénalisé. Indemnité compensatoire remplace la pension alimentaire.

Avortement : cristallisation du débat pour l'émancipation des f, pas faire des f égales des h mais dénoncer les discri dont elles souffrent en tant que f.

- **avril 1971 manifeste des 343** qui déclarent avoir avorté. charlie hebdo "343 salopes"

- **Gisèle Halimi** Choisir pour défendre les signataires qui risquaient l'inculpation. Parmi elles , parmi elle Michelle Chevalier, élevait seule ses trois enfants, avait aidé sa fille aînée de 16 ans violée par son petit ami, inculpée avec sa fille. Peines légères slmt.
- MLAC : mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. = mouvement info santé

Féminisation du gouv.

- **Sous VGE, Chirac nomme 6 femmes, 6 secrétaires d'état et une ministre de la santé Simone Weil.**
- **Françoise Giroud, secrétaire d'État à la cause féminine.** Giroud se différencie du MLF car n'est pas féministe car pas sexiste.

1974 remboursement de la pilule, contraceptifs gratuits pour les mineurs

1975 loi qui laisse la f décision d'avorter ou non. renonce au remboursement IVG pour ne pas braquer députés cons de droite. Lorsque propose son texte, slmt qqe femmes à assemblée. Toutes les f à l'AN n'ont pas voté le texte : 2 femmes hostiles sur les 9. Loi votée grâce aux voies de l'opp.

Remboursement de l'IVG en 1982.


Reste bcp à faire pour faire reculer inégalités dans monde du L. 1970 f reçoivent moins 20% masse salariale mais accomplissent au moins 50% du temps de L. Plus diplômées qu'auparavant mais reléguées dans des tâches moins qualifiées. $\frac{2}{3}$ des ouvrières sont des OS. **Polytechnique reçoit une première f en 1972**, Anne chopinet Duthilleul. ENS concours non mixte jusque dans les années 80.

III. Un nouvel âge des inégalités

A partir des **1980's mouvement de réduction des inégalités s'inverse**. Les mécanismes de l'Etat providence apparaissent moins efficaces. Contexte : aggravation du chômage et mondialisation.

● **Mondialisation**

Mais la mondialisation n'explique pas tout : elle pose un pb d'adaptation mais ce n'est pas le pb. **aggrave les inégalités sur le marché du L** : qualifiés/non qualifiés. **Le taux de chômage des qualifiés en fr passe de 2,5% des actifs en 1970 à 6% en 1993. Pour les non qualifiés passe de 3% à 20% dans la même période.**


Globalisation financière relocalise. Globalisation des marchés n'est pas la cause principale car les échanges entre pays du nord et du sud ne progressent qu'à un rythme faibles.  import bruts en provenance des pays en voie de dvlp n'a été que de 2 à 3% du PIB donc pas d'impact majeur. Les inégalités ont changé de nature. La société fr est confrontée à **2 types d'inégalités** :

- **persistantes** : mesuré sur répartition du revenu, logement. Mesure établie à une époque où le risque chômage est mineur. Elles subsistent et s'accroissent
- + **nvlls inégalités** devant le L, nuisance urbaine -> échappent au critère pour les mesurer, donc peu prise en compte par L'INSEE et par les médias. Déconnexion entre ressenti des inégalités et action politique qui a pu faire le jeu du populisme.

Répondent à un article de **Mendras** paru en 1995 dans Libération **"il faut fermer le bureau des pleurs"**. Il considère que la **fracture de la société est un fantasme de notre classe dirigeante qui se sent coupée de la nation**. Crise du système de représentation politique en fr.

Fitoussi et Rosanvallon : **pays continue de s'enrichir alors que se dvlp la fracture sociale c'est que nous sommes dans une nouvelle ère des inégalités.**

A) La nouvelle question sociale : précarité et exclusion

Depuis 70's inégalité eco  avec **précarité du marché de l'emploi**. Chômage résiduel avec petit nb d'ind exclut et un chômage frictionnel, chômage de CT lié au processus appariement. Politique conjoncturelle ont eu raison du chômage keynésien qui a pour origine l'insuffisance de la D.

Mais fin années 70's de nouveau chômage de masse +10% de chômeurs dans la pop active 1985. Après légère décrue en 1990, chômage ↗ en 1997 record : 12% de la pop active. Mais le chômage est l'arbre qui cache la forêt. Ce sont les **chômeurs de LT** qui progressent le plus. // Nouvelles formes de pauvreté. **Durée du chômage double ≈ 7 mois à 14 mois.**

catégories les plus touchées :

- Affecte plus les plus **âgés**. Dispositifs de préretraite
- taux de chômage des **jeunes** est aussi sup à la moy, **23% en 1985**.
- les **femmes** : **11,5 % en 1990** mais sous estimé car bcp femmes renoncent à s'inscrire à la FPE et sortent des stats. De plus, elles sont moins qualifiées.
- **étrangers** : **2x plus de risque de se retrouver au chômage**, qu'ils soient ou non naturalisés.
- surreprésentation des **ouvriers** : diplôme protection contre chômage, affecte 1/20 diplômé du sup. **taux de chômage x3 sup par rapport à celui des cadres**

Diplôme meilleure protection contre chômage, école au centre du débat sur la machine à reproduire les inégalités. affecte 1/20 diplômé du sup.

● *Précarisation de l'emploi*

De plus en plus de chômeurs ne sont plus couverts par les indemnisations. Précarisation croissante de segments de la pop active. La **norme de l'emploi à plein temps recule**. Plus de CDD et d'intérim. Dvlp du temps partiel.

- **Explosion des intérimaires** : 1990 et 2000 progresse de 130%. Progression dans les 90's car la plupart sont des emplois d'ouvriers.
- ↗ **temps partiel et de plus en plus subi**. De plus temps partiel touche davantage les femmes : % emploi à temps partiel occupé par des femmes. Bcp de jeunes sur des contrats à temps partiels. Proportion non négligeable étudiant déclare L à temps partiel pour financer les études.

Politique publique de l'emploi ont favorisé O de contrat de travail dérogeant de la norme de travail à temps complet.

- **1984 TUC** (Travaux d'utilité collective) pour employer jeunes à mi temps dans les collectivités.
- **1990 CES** Contrats Emploi Solidarité.
- Incitations financières pour aide à l'insertion.

Les grandes **entreprises ont eu tendance à externaliser** une partie de leur activité, reporte les contraintes de coût et d'exécution sur les sous traitants. Permet de substituer à la rigidité du contrat de L la souplesse du contrat commercial. Reconfiguration qui précarise l'emploi. Contraintes soumises par les grandes entreprises sont reportées sur un plus grand nb.

La moitié des actifs de 18 à 55 ans disent avoir connu une période de chômage de 1985 à 1995. La perception du risque social se trouve accru. 1995 société où le passé compte plus que l'avenir car plus incertain de s'y projeter.

Robert Castel : Les métamorphoses de la q° sociale

Compare paupérisme du XIX et la nouvelle pauvreté fin XXe. Depuis les 50's ancienne société de classe se voit substituer une société salariale. **Société salariale** : exercice d'un L stable et plus slmt acquisition du patrimoine. La promotion du salariat bouscule l'opp L/patrimoine. A la lutte des classes se substituent une compétition et distinction entre les sous-ensembles du salariat qu'il représente comme des **blocs** et plus comme des classes : **stratégies de comparaison et de classement**. **Mais 70's précarisation emploi et chômage de masse remettent en cause fdmt société du salariat**. Précarisation du L devient processus central des sociétés post indus, dans le Kisme moderne.

80's clivage plus marqué entre des salariés plus ou moins protégés (secteur public) et d'autres plus exposés à la précarité.

Dubet Dans quelle société vivons nous 1998

distingue 4 sous ensembles

- compétitifs
- précaires
- exclus
- protégés

-> engagés dans des luttes de places

Les frontières entre salariat stable et précaire sont mouvantes. Castel parle de "déstabilisation des stables." Progression des inégalités liée à cette précarisation du marché de l'emploi et de la déstabilisation des stables.

• Catégorie des nouveaux pauvres

Société fr au début des 80's **pauvreté change de nature**. Correspondait à un sous prolétariat urbain. Mais 80's la pauvreté peut frapper tout le monde.

1985 Restos du cœur de Coluche. Clientèle pas slmt des SDF mais de fr ordinaires

Pauvreté de plus en plus vue comme trajectoire individuelle. Pauvreté accidentelle : perte d'emploi, difficulté insertion, rupture familiale, accident santé... **Aléas d'un parcours indiv et non plus caractéristiques d'un groupe social**. Bien que le groupe social accentue la probabilité de basculer dans la galère.

Qu'est ce que la pauvreté ?

Dans les stat, le **ménage est pauvre si elle a moins de 50% du revenu médian**. Approche réductrice car aussi **pauvreté subjective** et pas slmt monétaire. Sentiment de vivre dans la pauvreté ex. qualitativement manque d'élément de bien être. Manques d'ordre structurel touche + les ménages âgés que les difficultés financières qui touchent surtout les ménages jeunes avec enfants. Les privations de conso affectent les ménages sans enfants.

↘ **Pauvreté tradi** ⇒ ↗ **pauvreté nouvelle** -> plus diffuse et plus caté bien déterminées.

- **Pauvreté tradi** qui concernait surtout les personnes âgées, les agricultures, le **quart monde** régresse dans la part des pauvres
- **nvlle pauvreté** qui affecte les familles monoparentales, les jeunes... Pauvreté plus diffuse et donc plus difficile à cibler.

Exclusion phénomène sociale qui engage la société tout entière et qui impose de repenser le système de formation, l'urbanisme, le fonctionnement du marché du L, mécanisme d'intervention de l'Etat providence (trous dans la protection sociale). Notion d'Exclusion -> mq on passe d'un **phénomène marginal à un phénomène central**. Paradigme sociétal, on voit dans exclusion le symptôme du passage d'une société de classe (duale) à une société avec fracture entre insiders ≠ outsiders. Notion exclusion demeure floue amène à mettre sur même plan des acté hétérogènes. Attention sur les publics + fragiles. Exclusion : remise en cause du rôle intégrateur et protecteur du L. La question sociale ne se réduit pas à l'exclusion en tant que telle mais au **processus de désaffiliation**.

Débat sur la **discrimination positive** : faut il donner plus à ceux qui ont moins ? discri positive est-elle alibi pour empêcher d'agir sur les causes véritables ?

1988 RMI -> mesure nécessaire mais qui ne doit pas empêcher d'agir sur les sources de l'exclusion pour Castel. Notion d'exclusion euphémise la nouvelle question sociale selon Castel, pas slmt progression des inégalités qui frappent de façon croissante les exclus mais remontée de la précarité vers les couches sup du salariat y compris les cadres. Fragilisation de la société salariale **diffuse inégalité dans tout le corps social et à l'intérieur de chaque caté**.

Les exclus ne sont pas une force sociale que l'on peut mobilisée, ne sont pas nouveaux prolétaires de la société post salariale. Ils ne forment pas une classe mais indiquent une faille du tissu social.

B) la crise de l'Etat Providence

Nouvelle pauvreté, crise impose non pas de réduire mais de **réformer** les modes d'intervention de l'Etat redistributeur. Réduire le coût et **cibler les interventions vers les plus démunis**. Vise à réduire les inégalités, visait à agir sur leviers de la redistri sociale. Avant, réformisme de la dépense qui dépend de la C> mais ralentissement dans années 70's. La crise de l'Etat providence résulte de la **tension entre la multiplication des charges et la raréfaction des moyens de l'Etat pour y faire face**. Crise augmente les dépenses ≠ l'exigence accrue de compétitivité impose de réduire le déficit.

Nouveaux enjeux :




- On ne peut plus attendre de la C> qu'elle finance la protection sociale : donc doit consacrer par croissante du RN
- Le syst était un panier percé, n'a pas empêché le dvlp de l'exclusion sociale

Il n'y a pas eu quantitativement de recul de l'Etat Providence. **Prestations sociales passent de 17% du PIB en 1970 -> 28% du PIB en 1994.**


- **Retraites** : ce qui coûte le plus cher. Nouvelles générations de retraités ayant cotisé plus lgt et sur des salaires plus élevés. Dans les 90's syst menacé par l'évolution démographique et arrivée à la retraite des générations du baby boom à venir (≈ 2010). Retraite fondées sur la répartition donc dès années 80's q° avenir des régimes de retraites se pose. Comment sauver un syst par répartition ?

1993 Balladur annonce la couleur avec 1ère réforme qui annonce la baisse du taux de remplacement (= montant de la pension/dernier salaire d'activité). **Nb de trimestre nécessaire pour percevoir retraite à taux plein passe de 150 à 160.**

Alignement de la durée de cotisations du public (37,5 ans) à celui du public (40 ans) proposé avec juppé 1995

-  dépenses de **santé** avec allongement de l'espérance de vie et progrès de la médecine : concilier maîtrise des dépenses de santé avec maintien de la médecine libérale.  des frais hospitalisations. L'Etat réagit en établissant un forfait hospitalier en **1982**. Devient un **secteur de pointe de la conflictualité sociale dans les 80's**.
- Prestation **familiales** stables : baisse famille nbse
- prestation **chômage** . Pactes pour l'emploi : exonération de charges sociales pour E, emploi/formation et stages.

La gauche poursuit dans la même voie. Subventionne contrat insertion pour catégories fragiles -> action ciblée. Encouragement des départs à la retraite anticipée. Nécessité de secourir les chômeurs en fin de droits. **Logique assurantielle sur laquelle est fondée l'Etat providence a tendu à faire place à une logique de solidarité (assistance).** Deux csq :

- **sélectivité** croissantes des prestations, ciblage
- **fiscalisation** croissante de ces prestations. financement pas avec  cotisation mais financées par impôts.

1984 alloc de solidarité spécifique **ASS** : en faveur des chômeurs en fin de droit

1988 RMI pas logique assistance car 2 volets. Versement d'un revenu minimal pour pers >25ans et revenu ouvrant droit à couverture sociale. Volet insertion pro que l'on doit accepter. RMI financé en partie par **ISF** mis en place en 1981 puis réintroduit en 1988 sous le nom impôt de la solidarité.

1989 CMU Couverture maladie universelle : améliore l'aide médicale départementale. 1m° pers en 2001 sont concernées.

1991 CSG contribution sociale généralisée. Accroître les recettes de la sécu sans alourdir le coût du L. Pèse sur l'ensemble des revenus et pas slmt sur les salaires donc aussi sur les revenus des indpt, des retraités, des patrimoines... Destiné à couvrir branche famille de la sécu puis fonds de solidarité vieillesse.

Plus forte **progressivité des prélèvements**. Le rôle redistributeur a donc un effet sélectif. La part des prestations sociales dans le revenu a en moy diminué. 6% en 1975, 5% en 2016. En revanche, ces

prestations sont davantage versées aux plus démunis. **La part versée aux 10% les plus pauvres passe de 25% à 46%.**

Etat providence repense les modes de son intervention

C) La crise du modèle démocratique républicain

Depuis milieu 80's mvmt d'égalisation des revenus s'est interrompu. **PA n'a progressé que de 10% en 15 ans.** Ce tournant remonte à l'adoption d'une **politique de rigueur en 83.** Désinflation compétitive. Désindexation des salaires sur les prix. Arrêt des coups de pouce en faveur du SMIC. Part des profits dans VA ↗ à partir de 1983 et avec elle les hauts revenus. Rupture de 1983.

Progression des écarts salariaux dans 90's. Le niveau de vie médian augmente fortement puis stagne dans les années 90's. **Inégalités réduites avant 80's car revenus modestes augmentent plus vite que ceux des revenus les plus élevés.** Surtout chez les retraités que les inégalités se sont réduites fortement en raison de la revalorisation du min vieillesse.

perspective de progression du niveau de vie ont été renversé. C> dans les années 70 était telle qu'on pouvait projeter dans mode de vie des catégories supérieures. Temps de rattrapage des salaires ouvriers sur ceux des cadres de 30 ans pdt les 30 Glorieuses. Depuis 1975, 300 ans.

● *Analyse du niveau de vie par génération*

Situation se retourne en **faveur des vieux** dans la période récente. **70 à 90 niveaux de vie des ménages progressent de 60%,** les vieux en bénéficient davantage car nouveaux retraités cotisent davantage. Génération du baby boom a pu cotiser toute sa vie + profitent des 30 glorieuses. Décrochage pour ceux qui entrent sur le marché du L en 1975, générations suivantes **peur du déclassement.** Changement majeur.

Portrait social 2019, enquête INSEE : mobilité sociale des f et des h entre 1977 et 2015. La **mobilité sociale** n'a pas été stoppée et continue de progresser pour les f. **Pour les f de 35 à 59 ans progressent de 12 points par rapport à leur mère** (mais mobilité structurelle fausse les chiffres de la mobilité réelle !). Transmission des inégalités sociales après s'être réduite, **stagne** depuis. Mais les cadres ont des origines diversifiées car ↗ **emplois de cadres**, même si fort taux de reproduction sociale chez les cadres.

Débat Mendras ⚡ Chauvel

- **Henri Mendras** : on peut attendre de la tertiarisation, va de pair avec déclin de la classe ouvrière, d'une **moyennisation** de la société
- **Louis Chauvel** nuance les effets : créations d'emplois dans les services sont aussi bcp des employés peu qualifiés. Pas de disparition des **classes populaires.** Fin des 30 Glorieuses : ralentissement et stagnation des salaires qui conduisent à reconstruction de frontière entre cadres et ouvriers. **"le retour des classes sociales ?" 2001.** 65-80 catégorie des professions intermédiaires a beaucoup recruté avec extension de l'Etat Providence. Après 1980 ce n'est plus le cas et **l'homogénéité de cette classe tend à décroître.** L'Etat Providence a réorienté son action vers les plus démunis et l'Etat libéral a allégé les impôts sur les classes sup.

Toujours **diff dans les pratiques de conso.** Après phase de cv dans la structure de budget des ménages (↘ part des dépenses alimentaire), encore diff. A l'ère de l'abondance, la possibilité d'acheter le travail d'autrui reste une ligne de clivage majeur (domestiques).

Désinflation compétitive avec Pierre Bérégovoy et le tournant de la rigueur en 83. ↗ **des taux d'intérêts réels.** Le partage de la VA entre salariés et K se modifie. Ind sont séparés par la frontière du K. Fin XXe **patrimoine devient plus difficile d'accès** (≠ 30 glorieuses, salaire ↗ plus vite que valorisation du patrimoine). La part des propriétaires dans les ménages à bas revenus diminue.

Classe moy a toujours servi à désigner un groupe qui se situe **au-dessus de la moy** en réalité. Notion qui est contestée par la sociologie : Marx pas de classe moy ! Renvoyait surtout à des **indépendants**, petite bourgeoisie -> **nouvelles classe moy salariée** transforme le sens des classes moy pour y intégrer

cadres moyens et professions intermédiaires. Dans la fonction publique : catégorie B. A partir de là la classe moy devient **véritablement médiane** et pas forcément au dessus de la moy.

Retour enquêtes de mobilité sociale : porosité des frontières sociales deviennent faibles. Or inégalités d'autant plus supportables que ind peuvent changer de position dans la hiérarchie. Inégalités moins admises, contribution de l'école. De plus, les cadres sont plus nbx dans les années 50, donc plus de concu pour les enfants des classes populaires à l'école. Comme si la **reproduction par le patrimoine** avait fait place à la **reproduction par le diplôme**.

- **Progrès et limites de la scolarisation depuis 80's**

Depuis 85 la durée des études augmente. **L'espérance de scolarisation à 15 ans est passée de 4,7 ans à 6,7 ans**. Collège unique a bien rempli obj qui est d'↗ nb de jeunes poursuivant au lycée.

1985 création bac pro permet aux titulaires d'un CAP ou BEP de compléter leur parcours.

Part des bacheliers d'une génération ↗ en 1995 = 60%. ↗ des effectifs dans l'enseignement sup.

Près 1 jeune sur 2 sort diplômés du sup à la fin du programme.

MAIS : Trop jeunes sortent de l'école sans diplôme, **1/4 des jeunes à la fin du programme**.

Sur ce point, que l'école reproduit le plus les inégalités sociales.

Le **type de baccalauréat** obtenu est **discriminant**. Surreprésentation des enfants ouvriers avec un bac pro ou techno. Nb étudiant double de nouveau. Filière de enseignement sup se diversifie avec les **STS** (Section de Technicien Sup). Augmentation vient principalement des élèves d'ingénieurs, de commerce, paramédicales... Recrutement de moins en moins dans les classes prépa.

Accès aux **filières longues et CPGE** restent les plus **sélectives**.

- **BIAN**

⇒ Donc pour **Chauvel** l'imperméabilité des classes reste phénomène central. A partir des cohortes 55, processus d'égali s'inverse. Recul des identités de classe, **éclatement de la conflictualité sociale** (jusque-là slmt conflit central porte sur rapport de domination de classes). Laisse place à un combat en faveur des **spécificités et du droit à la différence**, multitude de micros conflits.

Pour Chauvel les classes sociales n'étaient déjà pas homogènes avant, **augmentation de la variance intraclasse peut juste être synonyme d'augmentation des inégalités**. Pas remise en cause des classes sociales. Rejette idée de division classe ouvrière entre fraction d'outsider ≠ insiders.

Fitoussi Rosanvallon : Le modèle rép de la promotion méritocratique fonctionne moins bien. La célébration rép des élites cède le pas à la dénonciation des phénomènes de castes. Imaginaire social assimile les élites à la catégorie de ceux qui n'ont pas compris le poids des réalités quotidiennes car ils ne les vivent pas. Immigrés et élites comme bouc émissaire. **La dispersion des situations peut augmenter sans que la moy soit modifiée**. Stats officielles ne voient qu'un aspect de la réalité. Les **inégalités intracatégorielles sont moins bien acceptées** que celles qui départagent les catégories riches/pauvres. Les sociétés européennes conservent une tradi plus égalitaire que les tradi anglo-saxons. C> des inégalités pas fatalité économique mondiale, tout dépend de la valorisation +ou- forte de la cohésion sociale, de la façon dont les sociétés se considèrent. ce n'est peut être pas tant ↗ des inégalités qui les rend intolérable mais affaiblissement de la perception du pr d'égalité qui les légitime. **Les inégalités scolaires n'ont jamais paru aussi injustes alors que école bien plus égalitaire qu'avant**.

D) De la lutte contre les inégalités au combat contre les discri

Demeurent les inégalités entre catégories sociales mais elles s'individualisent ce qui en change la perception. Les inégalités résultent autant de situations ind qui se diversifient que de conditions sociales qui se reproduisent. Confère aux inégalités de genre dimension pas slmt nouvelle mais surtout centrale dans une société des singularités. Être égaux dans la singularité. On parle plus de discri que d'inégalités. La volonté de réduire les inégalités de genre implique de s'écarter de l'

abstraction républicaine mais aussi de l'indistinction entre les sexes. **Revendication d'une égalité dans la diff et non plus dans la sollicitude abstraite d'être citoyen.**

Arrivée de la gauche au pouvoir, nouvelle étape. **Ministère des droits de la f** : Yvette Roudy. Rompt avec les femmes qui l'avaient précédée comme la secrétaire d'état à la condition féminine de 74 à avec Françoise Giroux (pas féministe).

Roudy

- première grande campagne indo sur la contraception
- **1982** Roudy fait passer la loi sur remboursement de l'IVG
- Action pour l'égalité dans le L. 1983 loi sur égalité pro interdit discri selon sexe, plan d'égalité mis en place dans les E.
- commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes

1985 CFCV Comité féministe contre le viol, ouvre permanence téléphonique gratuite avec aide du ministère.

1988 Campagne de sensibilisation des violences faites aux f

1992 Loi sur le harcèlement sexuelle au L vu comme importation américaine.

70's mvmt féministe se diversifie du suffragisme avec 1GM en accordant **peu importance des f à la vie politique.** Années 80's 90's évolution de la participation des f à la vie politique :

- f plus nbres dans les gouv et postes plus variés.
- **1947 Germaine Poinçon-Chapui** : seule f ministre (MRP, à la Santé)
- **1991 Edith Cresson** PM, gouvernement avec 15% des femmes mais en 1992 quitte le gouv au bout de 10 mois
- ≠ au parlement plus lent. **Les femmes promues en politique sont des femmes nommées avant d'être élues.**
- **1994 FR détient plus faible avec la Grèce pourcentage de femme dans parlement.** Dû aux partis, peu resp. Cumul de mandat ne favorise pas candidatures nouvelles.

Réguler les inégalités en politique s'est imposé :

- **1979 ONU** cherche à promouvoir la convention **CEDAW** (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women)
- **1992** première femme commissaire européenne (Simone Veil pré du parlement européen). Elle organise conf d'Athènes consacrée à la place des f au pouvoir : déclaration Athènes, terme de **parité** est présent.

Féministes à la fois dans le camp des partisans et des opposants à la parité.

- **✗** Les féministes voient dans la parité un pr contraire à universalisme rép comme les époux **Badinter**.
- **✓** en faveur : la diff des sexes se distingue des autres diff de discri car diff des sexes structure universellement les sociétés humaines.

1995 Observatoire de la parité fondé par Chirac sous la resp de **Roselyne Bachelot** qui défend la parité et travaille avec Gisèle Halimi.

1999 modification constitution Article 3 de la constitution de 58 modifié : "loi favorise l'égal accès des h et des f aux fonctions". Les partis doivent y contribuer. Mais f placées dans des circonscriptions difficilement gagnables voire respectent pas pr et préfèrent payer des amendes. Progrès lent.

Avancées droit des f plus lentes sur le marché du L. Le salaire des f se rapproche de celui des h, écart ajd ≈ 20%. Écart dû au **plafond de verre**. Car la proportion des f parmi les rémunérations les plus élevées n'est que de 10%.

● ***Égalité dans la diff : prise de parole des immigrés de la 2nde génération***

Plus en plus forme de lutte contre les discriminations et la revendication d'égalité dans la diff. Combat en faveur des **droits des immigrés**, première prise de parole des immigrés ou enfants d'immigrés eux-mêmes.

Déc 83 marche des beurs : antipodes d'une démarche communautaristes, algériens de milieux diff et aussi des tunisiens et marocains. Mouvement parti des minguettes, banlieue lyonnaise. Identité beurs se forge en réaction contre racisme anti-algérien qui a ses racines du fait de la g. Les marcheurs sont reçus par Mitterrand et obtiennent la promesse d'un **titre unique de séjour** voté en **1984**. Accessible après 3e année de présence légale en fr et garantit un séjour de 10 ans. Relais par création **d'asso anti-raciste comme SOS racisme de Harlem Désir** "touche pas à mon pote". Discri envers étrangers pas nouvelles mais ↗. 2 raisons de la prise de conscience :

1) **durcissement de la législation sur les étrangers.**

1986 loi Pasqua ont durci la législation sur les étrangers conduisant à faciliter les expulsions.

1993 nvle loi pasqua durcit la législation du titre unique en dissuadant les mariages blancs.

nbx fr ne peuvent plus être régularisés alors qu'ils vivent en fr.

Noiriel : Alors qu'auparavant la défense des étrangers était menée au nom de la lutte contre l'exploitation du prolétariat, désormais s'opère au nom de la défense des droits de l'individu.

2) **culture universaliste fr**, sous prétexte de lutte contre communautarisme, soupçonne le désir d'intégration des étrangers à la patrie fr lorsqu'ils conservent leurs tradis d'origine même lorsque ces pers sont nées en fr.

Piketty remarque que refus d'officialiser les communautés rend impossible d'effectuer les stats, rend **difficile la mise en évidence les discriminations à caractère ethnique** notamment sur le marché du L.

1905 Loi de séparation outre le fait qu'elle ne s'applique pas en Alsace, **avantage de fait la seule Eglise catholique**, loi prévoit que Etat ne subventionne aucun culte sauf si le lieu de culte construit avant 1905, désavantage culte musulman alors que forme mtn la 2e communauté religieuse. 1959 loi Debré : Etat subventionne privé sous contrat dont majo est catho.

● **Fracture sociale comme héritage de la fracture coloniale ?**

Idée que dicri envers les pop étrangères en métropoles prolongeant les discriminations des ex empires coloniaux et des îles. **OR rien à voir avec la persistance d'un imaginaire colonial**, colonisation et immigration sont des phénomènes histo concomitants mais logiques diff. Immigrés étrangers ≠ indigènes colonies. Confusion immigration et colonisation alimentent stéréotype sur l'indigène qui masque la diversité des éléments qui entrent dans l'identité de chacun. **1998 coupe du monde**, célèbre la FR black-blanc-beur. Alors même que Zidane ne s'est jamais revendiqué comme beur. **Discours sur l'immigration euphémise la q° sociale** : immigrés appartiennent aux classes populaires cumulant les risques de chômage. ex. juif constamment relié à leur position sociale (banques). L'antiracisme est voué à l'échec si ne combat pas en même temps la stigmatisation de l'origine et de la position sociale. Classement selon le niveau des ressources éco et le niveau étude.

● **Fracture sociale et territoriale**

Crise des banlieues : fracture sociale dénoncée par chirac en 95 a pris la forme d'une fracture territoriale. Double dimension

- enfermement des catégories les plus défavorisées dans les **nouveaux ghettos** urbains ou ruraux. *La fr périphérique* Guilly.
- **séparatisme social** généralisé : même caractéristiques socio-culturels se groupent au sein d'un même espace.

+ embourgeoisement des anciens populaires ↗ ces regroupements. **Gentrification** des anciens quartiers. Apparition des "bourgeois bohèmes".

Les inégalités sociales apparaissent concentrées dans les territoires définis par la politique de la ville, qui a conduit la gauche au pouvoir à délimiter des quartiers sensibles rebaptisés en **1996** "**ZUS zones urbaines sensibles**".

ZUS :

- **5m° pers, 750 ZUS.**
- part prépondérante de l'habitat social, 70% habitent dans les HLM contre 20% dans la commune de la ZUS.

- jeunes, familles monoparentales et étrangers sont surreprésentés ainsi que les pers d'origines étrangères
- moitié sont des ouvriers et des employés ($\neq \frac{1}{3}$ dans les agglo)
- jeunes sans diplômes sont plus nbx. Montre les limites des ZEP (discri positive dans éducation).
- La ségrégation spatiale//sociale se voit dans le chômage : 19% dans ZUS contre 12% dans les communes où ZUS sont implantées.

● *Politique de la ville*

On la fait remonter à 1973 groupe "habitat et vie sociale" veut réhabiliter les grands ensembles.

- 1977 Plan banlieues prévoit réhabilitation de 39 grands ens.

- Quartier des Minguette : gouv socialiste de Pierre Mauroy décide de réorienter la politique de la ville. Prend en compte réhabilitation des logements mais surtout mesures plus globales de réinsertion sociale + caractère contractuel et plus centralisé (associe les collectivités locales).

- déc 1981 PM met en place une commission nationale pour le dvpt social des quartier (DSQ) chargée des questions relatives à l'habitat social, présidée par le maire de grenoble.

- 1982 création des ZEP par alain savary qui reçoivent des moyens sup destinés à surmonter les handicaps scolaires des enfants des quartiers sensibles.

Mesures de discri positive même si limitées destinées à compenser la ségrégation géographique.

- Mission locale pour l'emploi des jeunes supervisée par la Délégation à Insertion Pro des Jeunes (DIJ).

- Prévention à la délinquance. Rapport Bonnemaison : conseils communaux et départementaux de la délinquance.

- réflexion sur urbanisme héritée des 60's : contrat banlieues 89 sont signés entre communes et Etats pour viser désenclaver les banlieues pour réaménager nouveaux espaces publics. Résultats modestes. Pas réduction de la fracture sociale ni enrayement du processus ethnicisation de la q° sociale.

- 1990's politique de la ville confiée à un ministre à part entière. Michel Delebarre puis Bernard Tapi.

- 1991 dotation de solidarité urbaine (DSU). vise à restaurer l'équilibre entre communes riches et pauvres.

- LOV Loi d'orientation sur la ville prévoit de répartir le logement social des communes d'une même agglo.

La politique de la ville fait l'objet d'un relatif consensus politique, sauf dans les moyens de sa mise en place. Campagne présidentielle 1995 Chirac prévoit un "plan marshall" pour les banlieues avec objectif de réduire la fracture sociale. Politique de la ville reste une politique incertaine car oscille entre deux pôles

- mettre paquet sur zone pbatique
- ou élargir la pbtique en considérant que le processus conduise à une expression territorialisée de la q° sociale

Pb du diagnostic : pb des quartiers urbains sensibles ; sont-ils le foyer ou l'épicentre de la nouvelle question sociale, quartiers seuls à concentrer les maux de la q° sociale ? Ou lieu de mise en grande visibilité de pbs qui touchent bien d'autres pop urbaines ?

Faut-il renforcer les mesures de discri positive ou agir plus en amont sur les mécanismes qui engendrent de nvlls inégalités. La politique de la ville ne réduit pas la fracture territoriale. Nouvelle forme de conflictualité sociale dans les banlieues. L'enracinement d'une culture anti-institutionnelle (police, enseignants...) dans ces banlieues.

1990 Vaulx en velin, nouvelles émeutes à la suite de la 🧠 d'un jeune motard poursuivi par la police mai 1991 : mantes la jolie, incidents oppose les jeunes à la police suite à la 🧠 d'un jeune en garde à vue.

En mai 69 jeunes brûlent les voitures car critique de la société de conso \neq 1990 brûlent les voitures car exclus de la société de conso

- **La fr Périphérique**

A partir des 80's la crise des banlieues serait venue masquer l'apparition d'une fracture plus fondamentale : riches métropoles ≠ territoires marginalisés par la mondialisation. *La France périphérique* Guilluy. Cette Fr périph englobe : banlieues, petites et moy villes, zones rurales et périurbain subi. Après les ouvriers, les employés et paysans, ce sont les professions intermédiaires qui subissent les effets négatifs de la mondialisation. Recoupe fracture sociale entre nouvelle bourgeoisie métropolitaine et cosmopolitaine et les nouvelles classes popu. Montée populisme = traduction politique de l'opp entre fr d'en haut et la fr d'en bas.

≠ géographes ne se comprennent pas à partir de ce schéma centre /périph. disparités territoriales se distinguent plus nettement en fonction de telle ou telle catégorie. **Inégalités intra catégorielles. Échelle plus fine pour des inégalités et souvent inégalités au sein même des grandes métropoles.** Métropoles : richesse mais aussi pop à faible niveau de vie. ex. Occitanie : 1er rend en termes accueil de pop nouvelles et de création nouvelle mais 2e région touchée par le chômage.

Diagonale du vide remise en cause par les études récentes.

territoires les plus attractifs en termes de création d'emploi sont souvent situés à l'écart des grandes métropoles. ex. Isoir : fabrication de petit ✂, Cantal taux de chômage de 5% et taux de pauvreté de 12%.

9 fr sur 10 vivent sous influence de la ville, ruralité n'a pas disparu mais s'enracine désormais au sein du monde urbain. La ville s'étale. INSEE élabore une nvle nomenclature spatiale "le zonage en aire urbaine". pôle urbain et couronne périurbaine.

75-90 95% de la C> démo provient de l'espace à dominante urbaine, les 2/3 bénéficient aux communes périurbaines.

La périurbanisation ralentit dans 80's tout en restant forte dans les très grandes agglo. Emploi et pop actives se concentrent de plus en plus dans ces aires urbaines. Certes l'emploi continue de se concentrer dans le centre ville. 1990 près de 5m° se rendent dans la ville centre d'un pôle urbain pour aller travailler. 1,5m° effectuent trajets inversés. prof intermédiaires et employés surreprésentés.

Diversité des situations sociales dans la Fr périurbaine. Communes périurbaines attractives pour les communes avec enfants. % des jeunes de moins 20 ans supérieure à la moy dans périurbain, lieu d'accueil pour les familles déjà constituée. La moitié des logements ont 50 + pièces. 3/4 sont propriétaires ≠ moins de la moitié dans les pôles urbains (locataires). Plus de logements indiv.

On ne peut donc pas assimiler le périurbain à un centre de relégation. Plus de création d'emplois dans périurbain que dans les villes. hab des espaces périurbains loin d'avoir voté pour le FN comme le dit guilluy avec le populisme. Électorat d'Emmanuel Macron (vu comme le candidat des élites parisiennes) se répartit également dans tous les types de territoires. Pas de corrélation simple entre le vote et le type de territoire : multiplicité de facteurs (cf. Siegfried 1913)

Nouveauté : clivage gauche droite ne s'enracine plus aussi nettement dans les territoires. Brouillage des points de repères idéologiques. Mvmt des gilets jaunes loin d'accréditer existence de cette existence d'une fr périph, mvmt né en ile de fr, lieux situés aux coeurs des grandes aires urbaines. Gilet jaune revendique une justice sociale classique.

No society Guilluy : résurgence des thématiques interdites : régulation éco, frontière, contrôle des flux migratoires.

Conclusion

PAS RÉPÉTER CE QU'ON A DIT

A partir des années 80's, mvmt de réduction des inégalités s'est par csq inversé. Pierre Rosanvallon dans la société des égaux : situation de la fin du XIXe siècle, marché roi impose de nouveau sa loi, inégalités de revenus et de patrimoines sont revenues presque à leur niveau. **Réactions à la mondialisation vecteur d'inégalités. Pas simple retournement en arrière** : effondrement du coco, réformisme de la peur est privé de ses ressorts, mémoire des grandes épreuves collectives du XXe qui jouent en faveur de plus de solidarité s'est effacé (g, crise 30's). État providence moins efficace, légitimité est érodé avec retour de politique libérales réhabilitant initiative indiv et compétitivité des

E. Evolution a de plus grave implication politique en FR, Etat a été instituteur du social, investi de la mission de réduire en longue durée les inégalités, de réduire écart démo politique et démo sociale. La fr n'a pu s'appuyer ni sur une tradi libérale (UK) ni sur une tradi social démocrate pour repenser son syst social. Épuisement du modèle universaliste avec célébration du bicentenaire de la R^o fr.

Débat sur la discri positive témoigne de la difficulté à faire s'accorder une conception abstraite/universaliste de l'égalité ≠ parcours plus individuel.